L'Union Européenne : une bureaucratie sans limite et dominée par les ONG

Posté le : 21 novembre 2023 11:44 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Concepts fondamentaux, Crise systémique, Zone Euro, Analyse sectorielle, Histoire économique récente, Réforme, Economie et politique

Alors que les élections européennes se profilent, l'évolution de l'activité de la Commission et du Parlement européen ne laisse pas d'inquiéter.

Rappelons d'abord que les élections européennes ne sont pas démocratiques.

Une élection démocratique permet aux électeurs d'orienter de façon décisive la politique menée. Les électeurs français ne pèsent quasiment rien dans l'assemblée et la proportionnelle divise les élus en fragments totalement impuissants à faire bouger une question quelconque. De toute façon le programme parlementaire est inconnu au moment du vote des députés européens. Il est quasi totalement entre les mains de la Commission. Les électeurs votent pour des fantômes avec étiquettes. Ils n'entendront plus parler de rien jusqu'aux prochaines élections.

Rappelons aussi que la presse française ne couvre pas ce qui se passe au sein des instances européennes. Les ordonnances sont votées sans que le pays ne soit mis au courant des enjeux. On verra plus tard lors de la transcription. On constate alors le désastre pour la France mais on vous explique que c'est voté depuis longtemps et qu'il est impossible de revenir en arrière.

C'est pourquoi notre cercle demande que les projets d'ordonnance soient discutés, préalablement au vote du Parlement européen, par le Parlement français. Le but est de permettre à la classe politique française de se positionner explicitement sur les questions posées et d'en informer les électeurs français, pas d'entraver le mécanisme européen.

Rappelons ensuite que la notion de subsidiarité, qui a toujours été un attrape-nigaud, a totalement disparu et que les instances européennes se saisissent de tout sujet même très en dehors des champs définis par les traités. Consulter les ordres du jour de l'Assemblée européenne fait dresser les cheveux sur la tête. On y débat de tout et n'importe quoi sans que l'électorat français n'en ait la moindre connaissance. Comme tout est dans tout (et réciproquement) la Commission et le Parlement peuvent aller dans toutes les directions et toujours avec une vision bureaucratique de réglementation.

Rappelons enfin que dans ce magma infâme le rôle des ONG est hyperbolique. ONG et institutions européennes vivent en symbiose, sous la domination des instances de l'ONU et des ONG américaines. Toute l'action de ces lobbies vise à faire rendre gorge à tel ou tel ou à faire « avancer l'agenda » des grandes ONG internationales.

Le Wokisme, l'islamo-gauchisme, l'écolofascisme, s'étalent sans vergogne et finissent par inciter à voter des ordonnances totalement iréniques dans leurs motivations et étouffantes dans la vie courante, dans le cadre d'une idéologie dont les électeurs français n'ont pas à savoir. La communication qui émerge est toujours favorable aux décisions européennes. Les opposants sont des ringards résiduels qui doivent être évincés par les bons européens conscientisés.

L'Europe est devenue une sacristie ou des curés de papier autoproclamés font de la morale frelatée retranscrite dans des règlements abscons, coûteux et le plus souvent parfaitement inutiles. Que

l'Europe soit la zone du monde à la traîne dans tous les secteurs économiques ou autres, ne gêne personne. Le puceau mystique et le Savonarole se donnent la main pour tout étouffer, tout couvrir de moraline, tout empêcher, tout taxer, tout compliquer et pour créer des piloris.

Tout ce petit monde parle anglais, ce qui fait que personne en France ne comprend ce qui se passe au moment où cela se passe.

L'Europe institutionnelle a deux ennemis : les nations et l'entreprise. Tout est donc fait pour les empêcher de nuire… aux institutions européennes.

Voici donc la présidente de la Commission, la navrante imbécile abusive qu'est Mme Van der Leyen qui se croit présidente des États-Unis d'Europe et se permet de saturer les circuits diplomatiques de ses initiatives et propos délirants, sans jamais en référer à qui que ce soit.

Voici donc les Commissaires en folie cherchant à doter les institutions d'une fiscalité qui soit propre à l'Europe et indépendantes des États constituants. La démagogie suinte de toute part. Il suffit de savoir qu'un abruti stipendié propose un impôt de 2 % sur les milliardaires pour bien cerner la qualité de la réflexion. Ne vous inquiétez pas : l'Europe sera payée par les riches, pas par vous !

Voici donc les Commissaires poussant à l'intégration massive de nouveaux membres : l'Albanie, tellement démocratique, le Kosovo cette rognure de pays arrachée à la Serbie par les Américains en contrepartie d'une base militaire, etc. Et naturellement, il faut intégrer l'Ukraine et la Géorgie et la Moldavie, sans décourager la Turquie, dont le chef prétend diriger l'Oumma contre l'Occident mécréant !

Voici surtout les réglementations de détail contre les entreprises et les particuliers au nom de l'écologie, du féminisme outrancier, de la haine de l'Occident voué à la pénitence, etc.

Si on veut juste avoir une idée des résultats auxquels on aboutît, il suffit de lire les publications européennes sur le Net puisque la presse n'en parlera pas. Prenons l'exemple du CSRD.

Vous ne savez pas ce qu'est le CSRD ? Normal. C'est fait pour !

Plongeons dans cette littérature extravagante :

« Qu'est-ce que la CSRD ?

« La CSRD représente une expansion significative du reporting obligatoire en matière de développement durable pour les entreprises. Jusqu'à présent, l'actuelle directive sur les publications d'informations non-financières (Non Financial Reporting Directive ou NFRD) concernait 12 000 entreprises. ***Dès son entrée en application à partir de 2024, la CSRD impactera progressivement 40 000 sociétés européennes et 10 000 non-européennes. La directive étendra le périmètre de la taxonomie européenne et obligera les entreprises à communiquer sur de nombreux indicateurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG).***

Les objectifs de la CSRD

Pilier essentiel de la stratégie de finance durable de l'UE, la CSRD vise à ***orienter les flux d'investissements*** *vers les entreprises durables, afin de garantir la réalisation des objectifs du Pacte vert européen (Green Deal), c'est-à-dire :*

- *Atteindre la neutralité climatique d'ici 2 050 (objectif zéro émission nette),*
- *Protéger et restaurer les écosystèmes,*
- *Passer d'une économie linéaire à une économie circulaire*
- *Parvenir à zéro pollution au sein de l'UE.*

Le niveau d'investissement durable requis pour atteindre cet objectif ne peut être atteint que si les gestionnaires d'actifs et les banques disposent de plus d'informations sur les performances en matière de développement durable des entreprises dans lesquelles ils sont susceptibles d'investir. C'est sur ce point que la CSRD entre en jeu, en créant un socle de reporting complet, transparent et uniforme au niveau de l'UE pour les entreprises. ***Ce cadre contraignant s'appuie sur des référentiels internationaux, tels que la TCFD, le CDP et la taxonomie de l'UE, trois sujets sur lesquels EcoAct possède une expertise approfondie. »***

Le prototype d'un monstre bureaucratique, bourré d'acronymes, aux intentions presque divines et impossibles à mettre en œuvre sans frais délirants dans les entreprises, obligés de passer par des sociétés d'audit aux tarifs extrêmement élevés et faisant partie des lobbies en place à Bruxelles.

Coût pour une PME : au minimum 60 000 euros ! Naming et shaming pour celles qui résistent. Pour les institutions financières, prison si on finance des projets non admis par les écologistes professionnels et leurs ONG. Et évidemment des amendes gigantesques collectées au profit des institutions européennes.

Qui a voté pour ce magma sordide d'intérêts privés croisés avec ceux des ONG et des fonctionnaires européens ? Qui a voté pour ce climat de haine et de surveillance ? Qui a voté pour cet étouffement ?

L'Europe vous protège ! Elle laisse des militants et des fonctionnaires étouffer les nations et leur économie dans une totale impunité. Il n'y a jamais de vote populaire pour empêcher ces délires.

À la télévision vous ne verrez sur les chaînes publiques qu'un défilé de zozos acquis à la cause qui expliqueront leur émerveillement devant les contraintes imposées aux entreprises. Ils n'y ont en général jamais travaillé. Les femmes représentent plus de 80 % des invités, allant de la starlette propagandiste du bien révélé et de sa petite personne, à la vieille militante usée sous le harnois des revendications perpétuelles contre les méchants patrons. S'il doit y avoir débat, ce sera la vieille règle socialiste : trois pour et un seul anti marginalisé. Voir dimanche dernier sur Euronews : trois femmes pour un pauvre type réduit à la portion congrue et châtié par la meute. Évidemment l'organisatrice du débat pousse du bon côté contre le vilain. Tout cela avec nos impôts naturellement. Et en anglais.

Le plus drôle, c'est qu'après avoir sévi à la Commission, certains commissaires tirent leur révérence pour candidater dans leur pays avec l'aura de l'Europe. Timmermans a asservi son poste de commissaire à l'obligation qu'il se faisait d'amadouer les Verts néerlandais pour devenir président du conseil ! Le voici en campagne ! Et allez tous vous faire voir chez Plumeau. Moi d'abord !

On a donc tout : l'absence de démocratie ; la soumission aux États-Unis et aux ONG ; la haine de la démocratie et du débat au profit d'un faux bien intégré dans une bureaucratie inlassable et féroce, plus le délire de la personnalité comme avec Mme Van der Leyen, plus les petits calculs politiciens.

Tableau !

L'électeur français dans tout cela ? Essayez de demander à un député européen ce pour quoi il a voté ! La plupart du temps il n'en sait même rien. La place est chiante mais financièrement fantastique. Alors vite à la soupe ! Quelles rémunérations ! Partiellement détaxées qui plus est. Quelle retraite !) on va crier au miracle européen pour être réélu (pardon : pour être renommé via la direction de son parti, chargée du nantissement des privilégiés de l'équipe dirigeante).

L'Europe est dirigée de facto par des militants dont les querelles sont transformées en bureaucratie par une armature de fonctionnaires européens et une « coupole » de hauts fonctionnaires français ayant pris le pouvoir en famille, toujours au détriment de la France qui travaille et qui se voit assommer de règles contradictoires et d'obligations de preuves de soumissions aux oukases de

Savonarole, et aussi de frais colossaux, de menaces diverses etc.

On ne calcule jamais les conséquences en termes d'emplois et de rémunérations et de fiscalité, et de dynamisme etc.

Des obligations cadencées sans aucune étude d'impact : voilà la méthode. Et des obligations déclaratives associées à des sanctions ubuesques.

Le bourgeois et l'entreprise sont essentialisés comme mauvais par nature et devant être enchaînés au bien commun par l'impôt, les réglementations et les dépenses contraintes, sous menaces de piloris, de sanctions financières et de répressions plus brutales comme la prison.

Pendant ce temps-là, Emmanuel Macron qui, seul, a le pouvoir de s'opposer ou de faire évoluer les élucubrations européistes, soit directement soit par l'action gouvernementale, se tait sur tous les sujets concernés et laisse faire quand il ne va pas faire des génuflexions appuyées devant la Cour de Justice ou la CEDH.

Il fait distribuer actuellement sur les marchés un tract sur lequel on le voit en jeune homme souriant adulé par les foules avec comme titre : l'Europe qu'on aime ! Celle qui s'occupe des femmes, de la nature et de la santé et qui protège les frontières.

Ahurissant comme la vérité ou la réalité n'existent pas pour ce garçon. On se cale dans une image et c'est tout. Et on explique que c'est une image sainte. Oser dire que l'Europe lutte contre l'immigration et qu'elle protège nos frontières, qu'elle garantit notre sécurité en Ukraine, que 40 % du plan de relance est financé par l'Europe (La France va payer ces 40 % plus une cinquantaine de pourcents supplémentaire au profit des autres), tout en se flattant ouvertement qu'elle promeut une zone LGBT, certainement cruciale pour la réputation de la France. L'ennui des postures c'est qu'elles interdisent les actions nécessaires. Macron cède donc sur tout en Europe comme il ne cesse de ménager la chèvre et le chou en France.

Du coup le slogan « Une France plus unie dans une Europe plus forte » est un véritable oxymore. Jouer les têtes à claques avec cette constance est tout à fait remarquable !

On voit tous les jours les tranchées béantes de la division intérieure, aussi bien avec les horreurs de juin 2023 qu'avec la poussée antisémite actuelle, contre laquelle E. Macron n'a pas voulu manifester.

Quant à l'Europe, elle est devenue le continent malade et à la traîne, avec en son sein, une France démolie qui n'est championne que des prélèvements obligatoires et des contraintes ahurissantes. Dans une ambiance de retour aux guerres de religion. Quel bilan !

Et tout ce petit monde va droit à la récession en chantant et en expliquant que ceux qui klaxonnent sont des vilains et des méchants.

On s'étonnera sans doute que l'abstention soit record lors des prochaines élections européennes. On ne s'étonnera pas que l'élection n'ait servi qu'à préparer la bataille entre RN et LREM, avec une victoire valorisante pour le RN, qu'on devait remiser dans les poubelles de l'histoire.

Pourquoi nier que tout cela est misérable et honteux ?

Quo non descendam ? Le projet macronien résumé en une phrase.

Didier Dufau pour le Cercle des économistes e-toile

PS : Pour les curieux, nous donnons ci-dessous l'adresse web de l'ordre du jour de l'Assemblée européenne pour cette semaine.

Rappelons que l'objet principal de la création du marché commun était de créer une zone de

coprospérité permettant de performer par rapport aux autres continents.

https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/OJ-9-2023-11-20-SYN_FR.html

On notera en particulier qu'on va discuter de la modification des traités telle que l'envisage la Commission. Pas un mot en France, pas un **débat alors que l'affaire est critique**. La seule chose qu'ont retenu les médias dominants : le rejet de l'interdiction du glyphosate, rendu obligatoire par la réaction ferme des états agricoles en particulier la Hollande, mais évidemment sans aucune action de la France. Macron et Borne sont silencieux. Les partis politiques français regardent ailleurs.